

Paris, le 25 octobre 2019

Zones blanches de la mobilité : l'APVF s'inquiète des renoncements du Gouvernement

Alors même que la Cour des Comptes vient de présenter un rapport abordant la question du maintien des petites lignes ferroviaires, l'Association des Petites Villes de France, présidée par Christophe Bouillon, Député de Seine-Maritime et Maire honoraire de Canteleu, et dont Pierre Jarlier, Maire de Saint-Flour, est le Président délégué, **s'inquiète de l'absence de réponse véritable apportée aux problèmes de mobilité dans les petites villes par le projet de loi d'Orientation des Mobilité et le PLF2020.**

A l'origine même de la crise des « Gilets Jaunes » qui a débuté il y a plus d'un an, les problèmes de mobilité constituent une des causes essentielles de l'aggravation des fractures territoriales et du renforcement du sentiment de relégation de nombre de nos concitoyens dans les petites villes.

Le refus du Gouvernement d'accorder dans le projet d'Orientation des Mobilité et dans le PLF2020 de véritables moyens aux collectivités pour répondre aux défis de l'accessibilité ne fait que renforcer ces inquiétudes. L'APVF regrette le renoncement du Gouvernement qui s'était pourtant engagé à résorber les zones blanches de la mobilité.

L'APVF appelle donc l'Etat à tenir ses engagements et à se donner les moyens pour les concrétiser en lançant un véritable plan d'investissement ambitieux dans les transports conformément aux préconisations du rapport « Duron » du Conseil d'orientation des infrastructures.

Le respect de ces objectifs passera également par le **maintien et le développement des petites lignes ferroviaires** une nouvelle fois menacées par le rapport de la Cour des Comptes sur les « TER à l'heure de l'ouverture à la concurrence » qui préconise l'étude de leur pertinence économique, sociale et environnementale. L'APVF met en garde contre une approche purement comptable de la mobilité qui conduirait à la fermeture de certaines lignes ferroviaires et à l'aggravation des fractures territoriales.

Dans un contexte de crise climatique et sociale, l'Etat doit rendre effectif le « droit à mobilité pour tous » et proposer aux citoyens des zones périphériques des alternatives propres à la voiture.

Contact Presse

André ROBERT, Délégué général - 01 45 44 00 83 - 06 80 84 27 53 - arobert@apvf.asso.fr

Sacha BENTOLILA, Conseiller Mobilité - 06 98 43 57 96 - sbentolila@apvf.asso.fr

Association des petites villes de France

« Porter la voix des maires des petites villes »

L'Association des petites villes de France fédère depuis 1990 les petites villes de 2.500 à 25.000 habitants, pour promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire. Elle compte aujourd'hui près de 1200 adhérents, présents dans tous les départements de France métropolitaine et d'outre-mer.

